

L'ÉDITO

Pourquoi il faut accélérer l'usage du cloud en Europe



Pierre POLETTE

Directeur Général de Talentia Software depuis 2018, Pierre Polette a fondé très tôt sa première entreprise de cybersécurité, revenue à Lexsi en 2007. En 2008, il prend la direction de Lexsi jusqu'en 2016, qui est rachetée par Orange Cyberdéfense. Aux côtés d'investisseurs, Pierre Polette accompagne de nombreuses structures, start-up et ETI dans leur transformation et leur valorisation.

A l'aune de la crise sanitaire et des nouveaux usages numériques, l'adoption du modèle software as a service (SaaS, exploitation commerciale d'un logiciel sur un serveur distant plutôt que sur la machine de l'utilisateur) s'accélère dans les entreprises européennes, et notamment dans les ETI. C'est une bonne chose, mais pas suffisante. Pour pérenniser l'adaptabilité de ces solutions aux enjeux de transformation, cette tendance doit s'accroître.

En informatique, les vagues de transferts d'innovations sont souvent parties des Etats-Unis pour se diffuser d'abord en Grande-Bretagne, en Europe du Nord, en France, puis en Europe du Sud. Aux Etats-Unis, c'est le try and buy qui domine : il y a une nouvelle technologie, on l'essaye et on y va, et si cela ne fonctionne pas de nouvelles opportunités seront vite trouvées.

En Europe, et particulièrement en Europe du Sud, il est nécessaire de faire beaucoup de réunions préalables, des appels d'offres, de tester, avant de finalement prendre la décision de ne rien changer. Les raisons sont culturelles, historiques, financières, liées parfois au droit du travail et toujours au sacro-saint principe de précaution.

REGARD D'EXPERT

Le jeu incertain des principaux acteurs au Moyen-Orient



Bertrand BESANCENOT

est senior advisor chez ESL Network. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen-Orient en tant que diplomate français. Il est notamment nommé Ambassadeur de France au Qatar en 1998, puis Ambassadeur de France en Arabie saoudite en 2007. En février 2017 il devient conseiller diplomatique de l'Etat puis, après l'élection d'Emmanuel Macron en tant que Président de la République, Émissaire du gouvernement du fait de ses connaissances du Moyen-Orient.

L'élection du président Biden aux Etats-Unis a donné le sentiment – et l'espoir – que la situation tendue et bloquée au Moyen-Orient pourrait évoluer dans le sens d'un apaisement des tensions.

Des premiers gestes ont certes été effectués de part et d'autre pour marquer cette volonté de changer la donne, mais au cours des derniers jours le dossier iranien paraît à nouveau enlaid dans la méfiance persistante des protagonistes. L'accord nucléaire est naturellement très complexe en lui-même, ce qui explique la difficulté d'entamer la négociation alors qu'en outre plusieurs paramètres ont évolué depuis 2015. Mais il est aussi frappant de constater que tous les principaux acteurs au Moyen-Orient ont en réalité une marge de manœuvre limitée :

- Les Etats-Unis se désengagent partiellement de la zone (Afghanistan, Yémen notamment) et se déclarent ouverts à une négociation avec l'Iran, à certaines conditions. En Irak, en Syrie et au Liban, ils sont toujours présents mais n'entendent pas être en première ligne. Ils ont repris langue avec les Palestiniens, mais n'ont pas l'intention de prendre une initiative

REGARD D'EXPERTE

#LearnOnTikTok : le futur de l'éducation digitale ?



Joanne ROUHIER

Après l'obtention d'une Licence en Sciences de l'Information et de la Communication, Joanne Rouhier a décroché un Master en Relations Publiques – Affaires européennes à l'Institut des Hautes Études des Communications Sociales à Bruxelles, au cours duquel elle a étudié les relations presse, les stratégies d'influence ainsi que la communication corporate, politique et digitale. Joanne intègre Antidox en 2020 en tant que consultante junior au sein du pôle communication 360°.

Lancé aux Etats-Unis en 2016, TikTok s'est rapidement installé comme le réseau social incontournable chez les 13-24 ans. En

Achat comptant. La crainte du modèle SaaS a longtemps été savamment entretenue, y compris par les grands éditeurs de logiciels qui voyaient une menace (réelle) sur leur compte de résultat, le temps de la migration du modèle licence (achat au comptant) vers le modèle SaaS (location longue durée).

L'adoption du SaaS a toujours connu deux principaux facteurs de résistances : la sécurité et les contraintes RH des directions informatiques. La question de la cybersécurité se décline ici de deux manières, par la souveraineté et par la sécurité des données. La souveraineté s'attache à savoir où sont les données et qui y a accès. Cette dimension est de mieux en mieux traitée en Europe, par exemple avec des initiatives comme le projet de cloud souverain Gaia-X. La sécurité, elle, s'assure de la confiance donnée à un acteur extérieur.

Revenons aux bases de la sécurité informatique, « DICP » : disponibilité, intégrité, confidentialité, preuve. Est-ce que ces critères sont assurés lorsque je bascule tout ou partie de mon système d'information chez un prestataire ? La réponse, pas toujours avouée, est bien souvent : « oui, et même mieux que si nous devions le garantir par nous-mêmes ».

Le label #SecNumCloud délivré par l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information va dans ce sens. Dans les grandes organisations, ces sujets ont été traités et gérés au fil des dernières années. Tout reste encore à faire dans les ETI. L'autre grande résistance, plus sourde et plus taboue, demeure la gestion des salaires informatiques, à qui il faut bien maintenir une mission. Leur seule présence impose une justification du « on-premise ». Schumpeter ou pas, ici la destruction créatrice n'a pas encore opéré.

Distanciel. A la suite de la crise sanitaire, nous voyons néanmoins une accélération des comportements d'achat et d'usage du SaaS. Cela est d'abord lié à des raisons économiques, par l'arbitrage dépenses d'investissements contre dépenses d'exploitation (capex vs. opex). En

de paix au Proche-Orient. Ce désengagement relatif – sauf à l'égard d'Israël et dans le Golfe – ne renforce donc pas leur main dans la région.

- La Russie, par sa présence militaire, est un acteur important en Syrie et en Libye. Mais son partenariat avec Erdogan est ambigu, de même qu'avec l'Iran en Syrie. En outre, ses relations difficiles avec l'administration Biden et maintenant avec les Européens (à cause notamment de l'affaire Navalny et de l'Ukraine) réduisent d'autant les cartes de Poutine.
- L'Iran a un intérêt majeur à parvenir à un accord avec les Américains sur le dossier nucléaire afin de débloquer des fonds et de réexporter son pétrole, conditions indispensables pour sortir de son marasme économique actuel. Mais le régime de Téhéran est prisonnier de sa rhétorique anti-américaine – surtout à la veille d'élections présidentielles – et a tendance à placer la barre trop haut, compliquant ainsi la négociation. Il est donc difficile à ce stade de savoir si les Iraniens finiront par accepter des compromis ou si ils choisiront la fuite en avant en tablant sur l'antagonisme sino-américain.
- Israël a du mal à former un gouvernement et Netanyahu joue sur l'image détestable du régime de Téhéran pour gêner le début de la négociation des 5+1 avec l'Iran, récemment par l'attaque non revendiquée sur la centrale de Natanz.
- L'Arabie Saoudite ne peut plus compter sur le soutien inconditionnel du président Trump et cherche un arrangement avec l'administration Biden, tout en jouant la carte de la diversification de ses partenaires : Chine, Russie, Europe, rapprochement avec la Turquie mais aussi avec Israël. Et il est intéressant que des contacts aient même repris avec l'ennemi iranien, sans doute au sujet du Yémen mais aussi pour marquer qu'il faudra prendre en compte ses préoccupations dans tout arrangement régional éventuel avec l'Iran.

France, pas de moins de 57% des 16-18 ans utilisent la plateforme ! Plébiscité par les jeunes générations mais parfois décrié pour la modération de ses contenus et sa gestion des données personnelles, TikTok rassemble aussi bien qu'il divise.

Depuis l'été dernier, l'application s'est lancée dans une nouvelle opération de création de contenus : #LearnOnTikTok. Avec sa dernière annonce du financement de la série VIRAL, du compte NowThis, TikTok s'inscrit dans une nouvelle approche pédagogique, prêt à séduire un tout nouveau public. Au-delà du divertissement, l'application s'immisce dorénavant dans la sphère éducative de la jeunesse, grâce à des contenus à la fois pédagogiques et récréatifs. L'occasion de redorer son blason ?

Les contenus pédagogiques, nouveau fer de lance de TikTok

période de crise, on doit encore faire plus attention, les investissements sont ralentis et on prend les charges les plus légères possibles plutôt que des investissements lourds dans des data centers.

Le distanciel a aussi joué son rôle : les équipes informatiques sur place, dans les entreprises, se sont retrouvées un peu coincées, se rendant compte qu'il est plus pratique d'avoir tout chez un fournisseur extérieur.

La crise pousse toute l'Europe, et enfin l'Europe du Sud, à passer au cloud. La situation fait tomber les dernières barrières à mettre ses solutions de technologie en SaaS. Aujourd'hui, nous constatons que partout – en Italie, en Espagne ou en Grèce – il y a une forte vague de migration vers les solutions en SaaS, y compris dans les belles entreprises de taille intermédiaire.

Le modèle est rapide à mettre en œuvre, flexible, résilient, extrêmement agile. Petit à petit, de plus en plus de structures migrent une partie de leurs applications chez des partenaires éditeurs de solutions de finance ou de RH. Ce ne sont plus seulement des « petites » applications à la marge du core business. Au sein même des entreprises, les habitudes et les exigences vis-à-vis de la technologie ont considérablement évolué. Il est bien loin le temps de l'employé docile qui avait son PC attaché au bureau, lequel était « attaché » au réseau. C'était effectivement plus pratique pour la sécurité. Aujourd'hui, l'utilisateur-collaborateur veut avoir accès à tout, tout de suite, depuis n'importe où et avec une expérience agréable. Défi impossible ou critère de sélection.

Les start-up ne se posent pas la question ; les grandes entreprises ont su naviguer dans l'hybridation des clouds et des usages d'externalisation. Elles en ont les moyens. Au milieu, nous voyons qu'il reste encore une zone floue qui tarde à se lancer et n'a pas encore assimilé ces leviers de création de valeur ●

Tribune initialement publiée sur www.lopinion.fr

- La Turquie est incontournable en Irak, en Syrie et en Libye. Mais la politique expansionniste d'Erdogan suscite la méfiance de tous ses voisins : l'Europe (Méditerranée orientale, Arménie) ; la Russie (vente de drones à l'Ukraine) ; les pays arabes (à part le Qatar) et l'Iran (son concurrent traditionnel dans la région). Ses « gestes » récents à l'égard de l'Europe, de l'Egypte et de l'Arabie Saoudite ne changent pas fondamentalement la donne. En outre, à l'intérieur, la mauvaise situation économique ne peut qu'éroder sa popularité. Bref, la marge de manœuvre du « néo-sultan » est limitée d'autant.
- La Chine, premier partenaire commercial des pays de la région, cherche à avancer ses pions sur les plans politique et sanitaire. Elle a marqué des points (accord avec l'Iran, silence des pays musulmans sur la question ouïghoure), mais elle ne peut pas encore être considérée comme un acteur déterminant dans la zone, d'autant plus que les pays du Golfe ont en ce moment pour priorité de trouver un modus vivendi avec l'administration Biden.
- L'Europe n'a pas le poids politique que son voisinage et sa présence économique devraient lui donner. Mais face au jeu en cours pour redéfinir les équilibres régionaux, elle pourrait et devrait devenir un acteur important permettant aux pays de la région de ne pas demeurer les obligés de Washington ou de devenir à terme ceux de Pékin. Cela impliquerait cependant d'avoir cette volonté stratégique et d'être en mesure de proposer des solutions sur les dossiers de la région, ce qu'elle n'est actuellement pas capable de faire.

En somme, tout le monde espère que l'arrivée du président Biden à la Maison Blanche permettra de créer une dynamique vertueuse susceptible d'apaiser les tensions au Moyen-Orient. Mais quand on considère le jeu des principaux acteurs dans la région, on ne peut que constater leur marge de manœuvre limitée du fait de la complexité des enjeux et de leur interconnexion. Cela ne donne que plus de sens à la prochaine visite du Président de la République dans le Golfe, pour discuter avec ces pays de la meilleure façon pour l'Europe d'apporter une contribution à la stabilisation indispensable du Moyen Orient ●

Particulièrement populaire auprès de la génération Z, l'application prospère dans ses contenus viraux laissant court à la créativité de ses utilisateurs et faisant émerger de nouvelles tendances musicales, humoristiques ou chorégraphiques. Véritable entreprise dite « covid-proof », ses téléchargements explosent lors du premier confinement.

TikTok s'attaque désormais aux contenus pédagogiques. Lancé en juin 2020, et face aux conséquences de la crise sanitaire, le projet #LearnOnTikTok de la plateforme aux 800 millions utilisateurs affiche notamment pour objectif de permettre aux jeunes de continuer à s'instruire, dans un contexte de fermeture des écoles. Application controversée pour la futilité supposée de ses contenus à destination des plus jeunes, l'application tend aujourd'hui à devenir un réseau social capable de combiner divertissement et apprentissage.

Preuve de son succès, le programme #LearnOnTikTok compte aujourd'hui 40 milliards de vues, mais n'est encore qu'à ses débuts.

Afin de promouvoir son hashtag, l'entreprise a lancé en novembre dernier un onglet spécifique « Learn » qui regroupe toutes les vidéos à visée pédagogique à diffuser auprès de sa communauté. On y retrouve des vidéos de bricolage, des conseils à la pratique du yoga ou réaliser des compositions florales, mais également des informations sur les espèces marines menacées et des astuces pour réaliser une formule mathématique en un temps record.

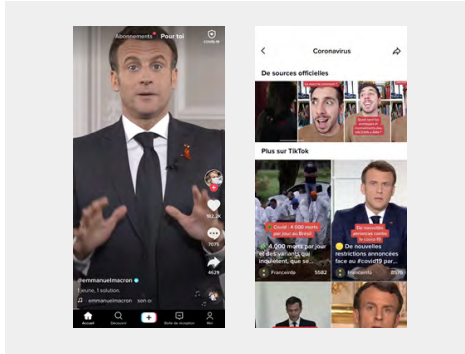
Le 15 avril dernier, TikTok a lancé un format inédit nommé « VIRAL », en partenariat avec le média américain NowThis, qui allie interview d'experts en santé publique et session de questions/réponses avec les utilisateurs. Une émission interactive et dynamique à l'image du réseau social qui n'a pas manqué de séduire la communauté TikTok, puisque NowThis est désormais le nouveau média le plus suivi sur l'application avec 4,6 millions d'abonnés. A travers la création de contenus utiles, pédagogiques et même d'intérêt public, TikTok prend un nouveau virage, ce qui est loin d'échapper à l'œil vigilant des politiques.

Les politiques, tombés sous le charme ?

Entre la lutte contre la Covid-19 et l'approche des élections présidentielles, les nouveaux réseaux sociaux sont en effet pris d'assaut par les politiques pour se faire entendre et interagir avec la jeune génération, à l'instar de Gabriel Attal avec son émission #SansFiltre sur YouTube et Twitch, ou d'Emmanuel Macron avec son défi à McFly et Carlito. Afin d'établir le lien et de se faire entendre par la jeunesse, les réseaux sociaux sont devenus un aspect central de la communication pour les politiques.

Et TikTok ne fait pas exception à la règle. Interpellé par les institu-

tions pour lutter contre les fake news liées à la pandémie en circulation sur la plateforme, TikTok a lancé un onglet « COVID-19 » qui regroupe un ensemble de vidéos « officielles » permettant d'apporter des informations vulgarisées sur le fonctionnement de transmission du virus, l'importance des gestes barrières ou encore la vaccination.



Soutenir les créateurs de contenus, un impératif pour les plateformes

Mais cette stratégie de TikTok affiche un second objectif : soutenir les créateurs de contenus en leur assurant une rémunération, et par là, se positionner en plateforme soucieuse de leur situation écono-

mique. Car l'application a bien compris que les créateurs étaient le carburant même de son business model.

Rien d'étonnant donc à ce que TikTok annonce en juillet 2020 le lancement du *TikTok Creator Fund* pour soutenir et encourager les créateurs de contenus « qui rêvent d'utiliser leur voix et leur créativité pour susciter des carrières inspirantes ». Un fonds de 50 millions de dollars qui fait partie des 250 millions que l'entreprise s'est engagée à fournir dans la lutte contre la COVID-19. A travers ce soutien indéfectible, TikTok sécurise le travail de ces créateurs sans qui la plateforme ne serait rien et renforce cette image d'entreprise engagée.

Frangilisés par la pandémie, les créateurs de contenus ont besoin de générer de la visibilité dans le but de présenter un potentiel publicitaire intéressant pour les entreprises et engendrer par la suite une rémunération. Bien que les plateformes de crowdfunding et autres solutions comme Patreon ou Tipeee permettent de soutenir ces créateurs, les plateformes sociales ont aussi un rôle à jouer. C'est le choix de TikTok, mais aussi d'autres acteurs comme Clubhouse qui a annoncé récemment un partenariat avec Stripe. L'objectif : développer une fonctionnalité permettant aux utilisateurs de Clubhouse de rémunérer les créateurs de contenus directement sur le réseau social. De quoi leur redonner le sourire en ces temps où l'art et la culture sont mis à mal.

Bref, il semble bien que malgré les interrogations sur sa politique de protection des données et son influence sur la jeunesse, la plateforme pourrait bien devenir un outil clé de l'éducation et bousculer les codes de l'enseignement en offrant aux jeunes générations des contenus en cohérence avec leurs nouveaux modes de consommation.

REGARD D'EXPERT

Le « seul contre tous » est-il possible en communication scientifique ?



Thibault RENARD

est expert en Intelligence Économique (IE) et prospective, et s'intéresse particulièrement à l'impact de la nouvelle économie de l'attention sur les métiers de l'IE et de l'influence. Senior Advisor au Cybercercle, administrateur au syndicat

Français de l'Intelligence Economique (SynFIE), précédemment Responsable IE à CCI France, tête de réseau des Chambres de Commerce et d'Industrie (CCI), il intervient sur l'IE et sur l'esprit critique face à l'immédiateté de l'information et en Écoles de Commerce, École d'Ingénieur et Université.

La pandémie de Covid19, les drames humains et l'urgence qui s'y rattachent, sont propices aux controverses scientifiques et à la montée de la défiance. Des concepts barbares faisant douter des expertises scientifiques sont apparus dans le débat, comme « l'ultracrédularisme », qu'illustre la « maladie du Nobel », ou encore « l'agnotologie », que le grand public a découvert en février 2021 avec le documentaire « La fabrique de l'ignorance » sur Arte. Le contexte médiatique privilégie également des narrations de type « seul contre tous » ou « David contre Goliath », qui constituent un ressort psychologique puissant et attractif pour capter l'attention. Tout cela permet l'émergence de voix dissonantes face à une parole, qu'elle soit politique ou scientifique, perçue comme « officielle ». Mais si l'opinion est désormais sensibilisée, et c'est une bonne chose, à l'enjeu des « lanceurs d'alerte », elle demeure désarmée pour déterminer si ceux-ci sont réels ou autoproclamés, œuvrant pour le collectif ou leur propre intérêt.

Les documentaires, devenus une arme majeure dans la guerre de l'information, sont particulièrement représentatifs de cet affrontement à l'œuvre pour gagner ou faire perdre la confiance en matière d'expertise scientifique. En novembre 2020, « Hold-Up, retour sur un chaos » et ses intervenants prennent la posture du « seuls contre tous » pour dénoncer un complot mondial. A l'inverse, « La face cachée de Didier Raoult » sur RMC Story en avril 2021 se donne pour objectif de faire la lumière sur le célèbre virologue.

Pour vanter les mérites de leur champion, leurs partisans sont nombreux par ailleurs souvent dans le « syndrome de Galilée ». L'exemple de l'illustre astronome prouverait qu'il est possible en science d'avoir raison contre tous, luttant contre la censure des puissants en mode « et pourtant elle tourne ». Outre que les contextes du XXIe et du

XVIIe siècles sont difficilement comparables, c'est méconnaître la réalité historique : l'église catholique à l'origine était plutôt encline aux compromis avec les observations scientifiques, et d'avantage en guerre d'influence contre le protestantisme qu'avec la science en tant que telle. Scientifiquement, Galilée n'était pas parvenu à prouver complètement sa théorie. Enfin, le procès révèle également un affrontement personnel entre Galilée et le pape Urbain VIII, pourtant ami à l'origine. Ceux qui reprennent l'exemple de Galilée ne rappellent donc pas une réalité historique complexe, mais sont au contraire victimes du « storytelling » autour de cette affaire, ce qui est assez paradoxal quand on constate leur volonté de lutter contre la censure et les manipulations...

Est-ce que cela signifie pour autant que le « seul contre tous » est impossible en sciences ? Qu'il n'existe pas de cas avéré de scientifique découvrant une vérité d'ampleur mondiale et décendant, pour sauver des vies, de sortir de son champ de compétences, d'affronter le déni de ses pairs ainsi que la puissance des lobbys ? Cela s'est effectivement déjà produit, avec, par exemple, Clair Cameron Patterson, considéré par certains comme « Le scientifique le plus important dont vous n'avez jamais entendu parler ». Clair C. Patterson est pourtant l'un des plus grands scientifiques du XXe siècle, à la fois pour ses découvertes, mais aussi pour le nombre de vies qu'il a contribué à sauver. Né en 1922, ce géochimiste américain participe au projet Manhattan. Puis, en 1953, grâce aux données isotopiques du plomb, il établit l'âge de la Terre : 4,55 milliards d'années. Chercheur et professeur à Caltech, il étudie par la suite la croûte terrestre et les fonds marins, ses recherches étant subventionnées par l'industrie pétrolière qui espère rentabiliser ces forages.

Patterson découvre alors des taux de contamination exceptionnels de plomb, non seulement dans ses échantillons, mais dans tout notre environnement. Le plomb est en effet à l'époque présent partout : peinture, boîtes de conserve, ampoules électriques, jouets... et bien sûr dans l'essence, qui une fois sa combustion achevée, se répand dans l'atmosphère puis retombe... Non seulement dans les usines où l'on traite le plomb, celui-ci provoque hallucinations, démences et suicides, mais c'est l'ensemble de la population qui est exposée à ce neurotoxique, à des taux de plusieurs centaines de fois supérieurs à la normale. Au final, l'Américain moderne contiendrait près de 600 fois plus de plomb que ses ancêtres.

En 1965, Patterson publie « Contaminated and Natural Lead Environments of Man », et essaye d'attirer l'attention du public. Il devient dès lors l'ennemi du lobby pétrolier, qui va user de tous les moyens pour le discréditer. On lui propose de travailler sur d'autres sujets, il refuse. L'industrie pétrolière arrête alors les financements de son laboratoire, tente de dissuader les autres financeurs, fait pression

sur Caltech pour qu'elle le désavoue. Patterson étant plutôt du genre excentrique et adepte du franc-parler, ils essayent de le faire passer pour fou. La communauté scientifique n'est guère plus accueillante. Ses confrères refusent d'admettre une contamination généralisée des échantillons. Les toxicologues estiment que ce géochimiste n'a aucune compétence en biologie. Patterson s'obstine, poursuit ses travaux, mais demeure controversé. L'industrie pétrolière, et notamment l'Ethyl Corporation, crie à la chasse aux sorcières, noie la littérature d'études rassurantes. Usant de l'argument d'autorité, elle met sur le devant de la scène le toxicologue Robert A. Kehoe, qui portera systématiquement la contradiction à Patterson, déclarant lors de ses auditions au Sénat « il se trouve que j'ai plus d'expérience dans ce domaine que quiconque vivant ».

Patterson a heureusement des alliés, dont le sénateur Edmund Muskie, pionnier des premières lois fédérales de protection de l'environnement, notamment les Clean Air Act et Clean Water Act en 1970 et 1972. Le corps politique et scientifique est peu à peu sensibilisé. Les études médicales se multiplient. Les premières lois amenant à une baisse de l'utilisation du plomb au début des années 1970 ont pour conséquence une chute des contaminations. Ses travaux sont reconnus en 1978 et Patterson reçoit en 1980 le Tyler Prize for Environmental Achievement. L'Environmental Protection Agency recommande l'élimination du plomb dans tous les produits industriels, de consommation et d'essence pour la fin 1986. Quelques jours après le décès de Patterson, l'essence contenant du plomb disparaît des réservoirs, le 31 décembre 1995. Il faudra attendre 2010 pour que l'ensemble de ses recommandations soient appliquées.

Clair Patterson restera dans l'ombre, alors qu'à chaque fois que nous faisons le plein, ce « SP » à la station-service nous rappelle son action. Ses travaux auront par la suite un regain d'intérêt quand le sociologue Colum Giffillan médiatisera sa thèse du plomb comme principale cause du déclin de l'Empire romain. National Geographic consacra aussi l'épisode 7 de la saison 1 de sa série « Cosmos : Une odyssée à travers l'univers » à Patterson et son combat.

Quelles leçons retenir au final de l'histoire de Clair Patterson ? Bien sûr, d'abord que le « seul contre tous » est bel et bien possible en sciences, et que la vérité scientifique réussit toujours malgré les obstacles à trouver son chemin et emporter le consensus. Ensuite que les plus grands scientifiques ne sont pas forcément les plus médiatiques, et qu'il vaut mieux poursuivre inlassablement dans l'ombre un travail de conviction de ses pairs, que de s'enfermer dans ses certitudes et attendre que l'avenir vous donne raison. Enfin, et ce n'est pas la moindre : le politique ne saurait être qu'un simple destinataire d'expertises éclairant sa prise de décision. Il constitue également un allié indispensable à l'émergence de la vérité scientifique.

À propos de nous



Xavier DESMAISON CEO

x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY Président du Directoire

alexandrem@eslnetwork.com

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des États et gouvernements.